

Engagement actionnarial de Myria AM

Dans le cadre de notre démarche ESG et notamment pour les fonds intégrant des critères extra-financiers, nous avons renforcé les sujets extra-financiers dans nos échanges avec les émetteurs.

Ces dialogues constituent un moyen :

- de bien comprendre les enjeux ESG au niveau de l'entreprise,
- d'enrichir notre analyse ESG et ainsi aider dans la prise de décision d'investissement,
- d'approfondir les risques identifiés,
- de les encourager à améliorer leur pratique extra-financière et leur transparence.

Nous pensons que l'engagement doit passer autant que possible par une démarche constructive de dialogue avec les entreprises, à la fois sur les aspects financiers et extra-financiers. Ces échanges sont des éléments clefs dans la compréhension des enjeux et des pratiques des entreprises, et un moyen de les inciter à s'améliorer continuellement dans une stratégie de long terme.

Pour cela, nous pouvons interpeller les entreprises au cours :

- d'un dialogue non ciblé : sur des sujets généraux tels que la mise en œuvre de leur stratégie, leurs objectifs, leur résultat...
- d'un dialogue ciblé : suite à une controverse majeure, un constat d'insuffisance de transparence...

Myria AM investit uniquement dans des sociétés cotées. Celles-ci sont coutumières du dialogue et de la transparence avec les investisseurs, non seulement au travers de leur communication périodique réglementée et de la tenue des assemblées générales, mais également à l'occasion d'évènements tels que des réunions d'analystes, ou des salons professionnels dédiés à la rencontre avec les investisseurs.

L'équipe de gestion de Myria AM échange fréquemment avec les dirigeants des sociétés dans lesquelles elle a investi. Ces entretiens visent à mieux comprendre et à actualiser la stratégie des entreprises, leurs opportunités et leurs risques. Les échanges avec les sociétés se font au travers des sociétés d'analyse externes qui nous donnent accès à des meetings (One on One, One to few, large group meeting, etc. ...).

Ces rencontres ont lieu généralement dans les locaux des sociétés d'analyse externes, des forums (organisés par nos brokers), ou au travers de visio-conférences ou conférences téléphoniques.

Principes de la politique de vote

Les votes sont effectués dans le seul intérêt des porteurs / clients.

De façon générale, un vote négatif est apporté à toute résolution qui restreint le droit de l'actionnaire, altère la gouvernance de l'entreprise ou risque de réduire la valeur du titre, l'efficacité de l'entreprise ou sa capacité bénéficiaire, (notamment : atteinte à l'égalité entre les actionnaires, dispositif anti-OPA, dilution trop importante du bénéfice par action, la transparence et la diffusion de l'information, l'impact social et environnemental, la gouvernance de l'entreprise dont jetons de présence abusifs, programme de stock-option excessif, etc.).

Au cas par cas, il peut toutefois être dérogé à cette règle générale compte tenu de spécificités particulières à la société concernée ; cette dérogation doit alors être expressément motivée et mentionnée comme telle.

Résumé de l'année 2025



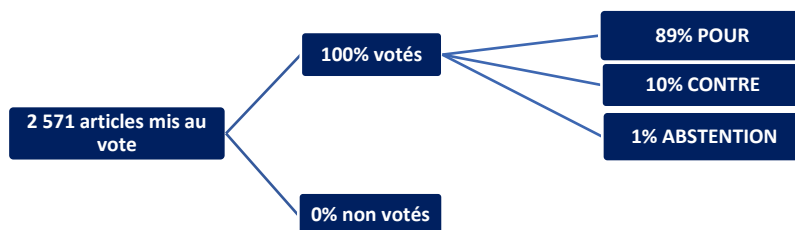
135 assemblées / 2 562 résolutions votées



89% de votes Pour



10% de votes Contre

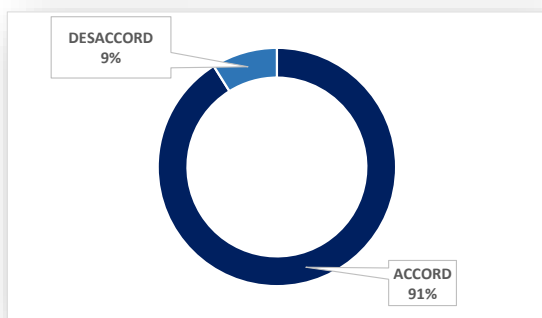


Au cours de l'année 2025 nous avons voté à 134 assemblées générales sur les 135 possibles. Au global, Myria AM s'est exprimé sur plus de 99% des articles mis au vote par l'ensemble des sociétés sur lesquelles les portefeuilles sont investis, soit 2 562 résolutions.

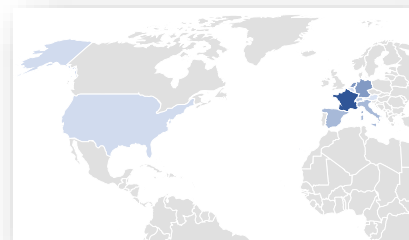
Lorsque nous n'avons pas exercé nos droits de vote, cela s'explique soit pour une raison technique ou administrative, soit lorsque l'assemblée générale entraînait un blocage des titres représentant un risque de marché trop important.

Votes en accord ou pas avec le management

Répartition géographique des assemblées générales



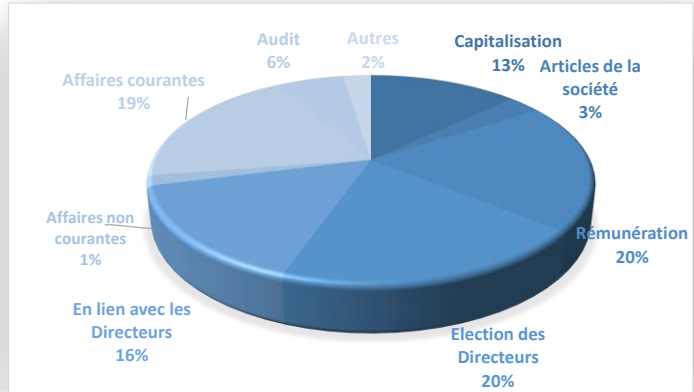
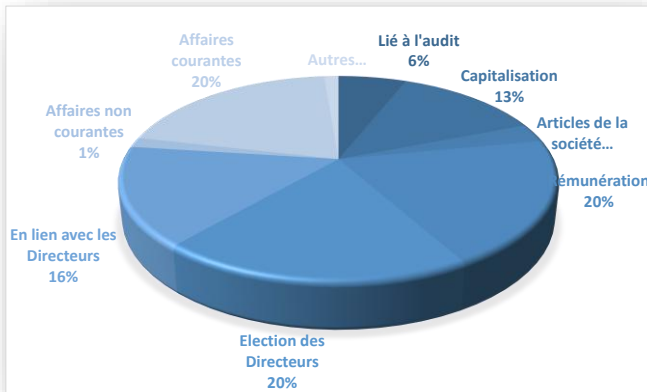
France	31%
BeNeLux	23%
Autres	20%
Italie	10%
Espagne	10%
Scandinavie	7%
Suisse	6%
USA	2%



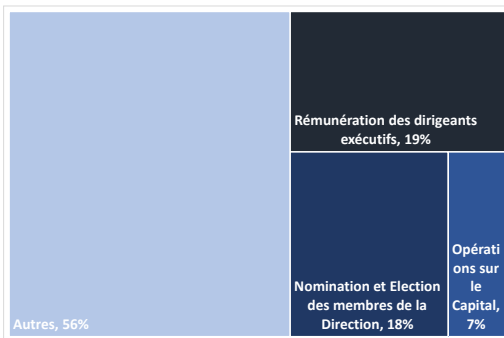
Sur l'ensemble des propositions mises au vote, nous nous sommes exprimés à l'encontre du management dans 9% des cas. Conformément avec les principes de notre politique de vote, nous avons rejeté une proposition dans le cas où nous considérons qu'elle restreignait le droit de l'actionnaire, altérait la gouvernance de l'entreprise ou risquait de réduire la valeur du titre, l'efficacité de l'entreprise ou sa capacité bénéficiaire, (notamment : atteinte à l'égalité entre les actionnaires, dispositif anti-OPA, dilution trop importante du bénéfice par action, la transparence et la diffusion de l'information, l'impact social et environnemental, la gouvernance de l'entreprise dont jetons de présence abusifs, programme de stock-option excessif, etc.).

Répartition des résolutions par thèmes

Répartition des votes négatifs par thème (% de votes négatifs)



Répartition des votes négatifs par thème



Sur l'année, la principale raison de notre opposition à des résolutions mises au vote a été en lien avec la politique de rémunération de l'entreprise. Dans plus de 19% des cas, nous nous y sommes opposés. Viennent ensuite des décisions concernant l'élection de membres exécutifs dans 18% des cas. Enfin, dans 7% des cas, nous nous sommes opposés à des questions liées au capital de la société, telles que des velléités de programmes de rachats d'actions, d'émissions de titres ou encore d'augmentations de capital. Ainsi, nous nous sommes opposés aux résolutions mises au vote par les sociétés sur lesquelles nous sommes investis principalement pour des raisons liées au pilier Gouvernance.

Exemples de votes en désaccord avec le management : « Rémunération des dirigeants exécutifs »

<p><u>Rémunération des dirigeants</u></p> <p>La société a attribué des primes exceptionnelles significatives au CEO et aux principaux dirigeants en 2024, portant l'enveloppe potentielle du CEO à plus de 16 mlnsEUR en 2025.</p> <p>Le « Group Incentive System 2025 » pose problème par son risque élevé de désalignement entre la rémunération et la performance, combinant variable CEO important et caractéristiques du plan défaillantes.</p>	<p><u>Décharge conseil de surveillance</u></p> <p>Les enquêtes « dieselgate et collusion » en cours font toujours ressortir une transparence insuffisante sur responsabilités.</p> <p><u>Politique rémunération</u></p> <p>Les coûts de retraites élevés comparés aux pratiques en Europe et une divulgation limitée sur l'évaluation des objectifs non-financiers.</p>	<p><u>Transactions liées</u></p> <p>Questions sur la fiabilité des états financiers après la divulgation de deux transactions liées faisant ressortir un écart significatif des montants entre le rapport des transactions liées et les comptes consolidés.</p> <p><u>Rémunération DG</u></p> <p>Comme les années précédentes, la structure des rémunérations des directeurs généraux est toujours inflationniste.</p>